

—
**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE**

2^{ème} RÉUNION DE 2013

Séance du 21 février 2013

CG 13/2^{ème}/IV-08

L'an deux mille treize, le 20 février, les membres du Conseil Général légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote : Mme Sardeing-Rodriguez, MM. Albert, Astoul, Astruc, Aurientis, Baylet, Bésiers, Cambon, Capayrou, Dagen, Deprince, Descazeaux, Empociello, Garrigues Francis, Garrigues Roland, Gonzalez, Guillamat, Hébral, Lacombe, Lavabre, Marty Michel, Marty Patrick, Massip, Mouchard, Quéreilhac, Raynal, Roger, Roset, Tabarly et Viguié.

**AIDES A L'ALLEGEMENT
ET A L'AMENAGEMENT DES CHARGES**

- * **Fonds mutualiste d'aménagement des charges des exploitations agricoles de Tarn-et-Garonne**
- * **Incitation à l'assurance grêle**
- * **Soutien aux agriculteurs touchés par les orages de grêle**
- * **Soutien à la filière viticole**
- * **Soutien à la filière élevage**

—
Lorsqu'une exploitation est confrontée à des problèmes conjoncturels ou structurels, elle peut connaître de graves difficultés qui en menacent la pérennité.

Dans bien des cas, la sauvegarde de l'exploitation passe alors par un allègement ou un aménagement des charges lui permettant de franchir ce cap difficile.

C'est la raison pour laquelle, dès 1991, le Conseil Général s'est engagé, en partenariat avec le Crédit Agricole, dans des aides à l'allègement et à l'aménagement des charges des exploitations à travers le **FIATEG** puis, à travers le **fonds mutualiste** en 1993, en complément des interventions de l'État, ainsi que dans le cadre de l'**incitation à l'assurance grêle** à compter de 1994.

Par ailleurs, le Conseil Général intervient de façon plus ponctuelle suite à des situations de crise, comme ce fut le cas lors de la **sécheresse 2003, la crise viticole, les orages violents en 2007, 2008 et 2009 ou la Fièvre Catarrhale Ovine.**

I – ACTIONS DE CONSOLIDATION - REDRESSEMENT

Rappel :

Il s'agit d'actions de type curatif ciblées sur des exploitations rencontrant des difficultés spécifiques à une période donnée :

- de 1991 à 1994 avec le Fonds d'Initiative Agricole de Tarn-et-Garonne (FIATEG) en faveur d'agriculteurs qui rencontraient des difficultés conjoncturelles, à l'époque où les mesures nationales ne prenaient en compte que les difficultés structurelles lourdes ;

- de 1994 à 1995 avec la mesure 2 du fonds mutualiste qui a prolongé, pendant deux années supplémentaires, les aides accordées par l'Etat (pendant 3 ans) aux dossiers engagés en 1989 dans le cadre du Fonds d'Allègement de la Dette Agricole (FADA).

- de 1994 à 1996 avec la mesure 3, sous forme d'une bonification d'intérêt de deux points pendant 3 ans, pour les prêts de consolidation mis en place en 1993 par l'Etat pour les agriculteurs directement touchés par la réforme de la PAC.

Depuis, et même si nous n'avons pas eu besoin de mobiliser ces mesures, nous avons tenu à **en conserver le principe** pour pouvoir intervenir en complémentarité avec les mesures nationales, dès lors que cela s'avèrerait nécessaire.

Audit des exploitations en situation de difficulté grave :

Depuis 2000, le Conseil Général subventionne les audits des agriculteurs qui connaissent de graves difficultés, soit après un accident climatique (gel, grêle, tempête...), soit pour les jeunes agriculteurs qui, au bout de trois ans, n'atteignent pas le seuil de revenus indispensables pour le versement de la dotation jeune agriculteur (DJA).

A ce jour, 84 exploitants en ont bénéficié, dont une majorité de jeunes agriculteurs.

Je vous propose, au titre de 2013 :

- de reconduire l'aide à l'audit, en faveur des agriculteurs qui connaissent de graves difficultés après un accident climatique, ou pour les jeunes agriculteurs qui n'atteignent pas le seuil de revenus.

II – ACTIONS PREVENTIVES

Rappel :

Parallèlement aux actions de type consolidation-redressement, l'assemblée départementale s'est aussi engagée dans des mesures de type préventif telles que :

- la mesure 1 du fonds mutualiste pour éviter que les **impayés** des agriculteurs en liquidation judiciaire alourdissent la charge des autres agriculteurs au sein des structures collectives de type associations syndicales autorisées (ASA), associations foncières et CUMA,

- le **fonds d'allègement des charges fixes des réseaux d'irrigation** qui a permis d'écrêter les charges fixes à 152,45 €/ha pour les adhérents des réseaux d'irrigation financés par des prêts collectifs (sur la base des charges fixes constatées en 1995),

- l'**incitation à l'assurance grêle** par laquelle, depuis 1994, le Conseil Général aide en moyenne 1 500 agriculteurs par an à garantir pour tout ou partie l'exploitation contre les dégâts de grêle.

"Mesure 1" du fonds mutualiste :

Depuis 1995, ce sont 70 533 € qui ont été engagés sur 18 dossiers.

Pour 2013, aucune demande n'a été déposée pour l'instant.

Incitation à l'assurance grêle :

De 1994 à 2001, si l'État a limité son intervention aux seules productions de fruits et légumes, le Conseil Général, quant à lui, s'est engagé sur l'ensemble des cultures au taux de 10 % en 1994 et 1995, puis de 10,5 % à partir de 1996.

De 2002 à 2004, l'État a reconduit un dispositif à plusieurs niveaux reprenant le système de l'assurance grêle, tout en y intégrant de nouveaux contrats conjuguant :

- le risque grêle et le risque gel pour l'arboriculture fruitière et la viticulture de cuve,
- les risques grêle, gel et inondation pour les oléagineux, les protéagineux et les céréales.

Les aides de l'État allaient de 7,5 % à 29 % selon le type de contrat, le type de culture et les aides des collectivités locales.

En 2005, en plus des 5 types de contrats retenus les années précédentes, l'Etat a introduit un sixième type qui correspond à la notion d'**assurance récolte**.

Le taux d'aide de l'État se situait dans une fourchette de 7,5 % à 35 % (de 10 à 40 % pour les jeunes) selon le type de culture et le nombre de risques couverts.

Depuis la campagne 2006, l'État **a limité son intervention à la seule assurance récolte** qui couvre au minimum 5 risques climatiques que sont la sécheresse, la grêle, le gel, l'inondation et le vent (tempête).

Ainsi, les autres types de contrat d'assurance, contre la grêle sur fruits et légumes, ou contre la grêle et le gel sur fruits et vigne à vin, ou contre la grêle, le gel et l'inondation pour les grandes cultures, qui étaient soutenus jusqu'en 2005, ont été exclus de l'aide de l'État.

En 2009, le taux d'aide de l'État pour l'assurance récolte était de 25 % sur les céréales et de 40 % pour la vigne et les fruits et légumes, dans la limite d'une enveloppe nationale de 38 M€.

Depuis 2010, il est possible, suite aux aménagements portés à la politique agricole commune, de mobiliser des crédits européens en faveur de l'assurance récolte.

Le taux d'aide est de 65 % ($\frac{1}{4}$ État et $\frac{3}{4}$ Europe). L'aide est versée à l'agriculteur au printemps de l'année $n + 1$ et est soumise au prélèvement dans le cadre de la modulation. Ce taux correspond au plafond d'aide autorisé par l'Europe, et les collectivités ne peuvent pas y participer.

En contrepartie, l'objectif de l'État est de sortir les productions du champ d'indemnisation des calamités agricoles. C'était déjà le cas pour les grandes cultures depuis 2009, et cela l'est désormais aussi pour la vigne.

La question de la participation de l'État à la réassurance (réassurance publique) en cas d'événements climatiques graves, reste toujours en suspens.

Sur le terrain, ce sont les grandes cultures qui ont essentiellement bénéficié de ces contrats d'assurance récolte.

En ce qui concerne la viticulture, des contrats groupe ont été mis en place.

En revanche, pour les fruits et légumes, en dehors de quelques exceptions ponctuelles, les compagnies ne sont pas en capacité de proposer des contrats.

Compte tenu du fait que la grande majorité des contrats demeuraient des contrats d'assurance contre la grêle, **le Conseil Général a décidé**, lors de la DM2 de l'année 2012, **de reconduire son intervention passée**, soit une aide de 10,5 % pour l'assurance grêle sur toutes cultures et dans la limite d'un plafond de prime subventionnable de 7 600 €.

Les demandes pour la campagne 2012 sont en cours d'instruction et je vous propose :

- de ratifier, au titre de la campagne 2012, un crédit de paiement de **230 000 €** sur l'article 657 414, sous-fonction 928.

III – SOUTIEN AUX AGRICULTEURS TOUCHES PAR LES ORAGES DE GRELE EN 2007, 2008 ET 2009

Les orages de 2007, de 2008 et de 2009 ont provoqué des dégâts importants dus à la grêle et aux vents particulièrement violents.

En attendant que des mesures nationales permettent aux exploitants de se prémunir durablement contre les aléas climatiques, et afin de ne pas laisser les agriculteurs qui avaient été les plus touchés par ces orages dans des situations familiales extrêmement difficiles, je vous avais proposé de mettre en place une procédure exceptionnelle dans le cadre du RMI.

En 2007, 79 agriculteurs ont bénéficié de cette mesure pour un montant total de 168 096 €.

Pour 2008, ce sont 55 exploitants qui ont été concernés pour un montant total de 121 863 €.

En 2009, cette procédure a été reconduite dans le cadre du RSA. 11 agriculteurs en ont bénéficié pour un montant total de 23 309 €.

Depuis, il n'y a pas eu d'épisodes de grêle suffisamment violents pour nécessiter de mobiliser cette procédure. Toutefois, il convient de noter qu'en 2012, 229 exploitants agricoles ont bénéficié du RSA au titre du régime général.

IV – SOUTIEN A LA FILIERE VITICOLE

Lors de la Décision Modificative n° 1 de 2007, et compte tenu de la situation de crise à laquelle la viticulture était confrontée depuis 2002, l'Assemblée a décidé de retenir trois mesures en faveur de cette filière :

- aide aux CUMA viticoles,
- bonification d'intérêt sur prêts de consolidation,
- soutien complémentaire à la commercialisation.

1 – CUMA VITICOLES

Notre aide a été ciblée sur 9 CUMA ayant des annuités 2006 et 2007 d'emprunts pour des machines à vendanger, qui sont les plus gros investissements.

Ce sont 198 viticulteurs qui ont bénéficié d'une aide totale de 104 483 €, venue en diminution des montants qui leur étaient facturés.

2 – BONIFICATION D'INTERET SUR PRETS DE CONSOLIDATION

La caisse de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a mis en place des mesures en faveur de la filière viticole, notamment sous la forme de consolidations d'échéances :

- * plafonnées à 1 000 €/ha pour les coopérateurs et 1 500 €/ha pour les chais particuliers,
- * taux : 3 % pour une durée de 3 à 5 ans,
3,5 % pour une durée de 6 à 10 ans.

L'Assemblée a décidé, comme elle l'avait fait suite à la sécheresse de 2003, d'accorder une bonification d'intérêt de 0,5 % pendant 5 ans sur ces prêts de consolidation d'annuités.

14 viticulteurs ont utilisé cette mesure pour un montant total de 239 218 € de prêts de consolidation.

L'aide du Conseil Général s'est élevée à 4 570 € répartis de la façon suivante :

2008	2009	2010	2011	2012
1 061 €	1 115 €	911 €	768 €	715 €

3 – SOUTIEN COMPLEMENTAIRE A LA COMMERCIALISATION

S'agissant du soutien complémentaire à la commercialisation, cette mesure a été prise en compte dans le cadre du F.D.I.A., qui fait l'objet d'un rapport particulier à la présente session.

V – SOUTIEN A LA FILIERE ELEVAGE : VACCINATION CONTRE LA FIEVRE CATARRHALE

La gestion des crises agricoles reste une compétence dévolue à l'État. Néanmoins, notre Assemblée, chaque fois que cela a été nécessaire, a mis en place un dispositif d'aide exceptionnelle en faveur des exploitations les plus touchées.

C'est ainsi que nous sommes intervenus à plusieurs reprises quand la filière élevage était confrontée soit à des problèmes de sécheresse (1995, 1998, 2003) soit lors

de la crise de l'ESB (Budget Primitif 2002) et pour soutenir la vaccination des ruminants contre la fièvre catarrhale ovine (DM2 2008).

A chaque fois, notre aide est venue en complément de celle de l'État.

Je vous demanderais de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de mon rapport.

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'avis de la commission agriculture et ruralité,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL GENERAL

Action de consolidation-redressement

- Décide de reconduire l'aide à l'audit, en faveur des agriculteurs qui connaissent de graves difficultés après un accident climatique, ou pour les jeunes agriculteurs qui n'atteignent pas le seuil de revenus ;

Actions préventives

- Ratifie, au titre de la campagne 2012, « incitation à l'assurance grêle », un crédit de paiement de 230 000 € sur l'article 657414, sous-fonction 928 ;

Soutien aux agriculteurs touchés par les orages de grêle

- Prend acte qu'en 2012, 229 exploitants agricoles ont bénéficié du RSA au titre du régime général ;

Soutien à la filière viticole

– Prend acte de l'aide du Conseil Général d'un montant global de 4 570 € répartie comme suit :

2008	2009	2010	2011	2012
1 061 €	1 115 €	911 €	768 €	715 €

Adopté à l'unanimité.

Le Président,